

POUR UN SERVICE PUBLIC DE SANTÉ DE QUALITÉ, CONTRE LA CASSE DES HÔPITAUX



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
npa2009.org

Les établissements publics hospitaliers ont été confrontés, en 2017, à un déficit compris entre 1,2 milliard et 1,5 milliard d'euros, trois fois plus qu'en 2016. Pour 2018, les choix politiques du gouvernement vont accentuer cette mort lente des hôpitaux avec des restrictions budgétaires de 4,2 milliards d'euros. Ce qui signifie du déficit et/ou des suppressions de postes en masse pour la grande majorité des hôpitaux, alors que les effectifs manquent déjà dans tous les services.

De Marseille à Paris

À Marseille, cela va se traduire par une suppression de 800 à 1000 postes, dont plus de 400 soignantEs pour le 3e CHU de France. Pour l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (APHP), on parle de 180 à 280 suppressions de postes. Pour la 1ère fois dans l'histoire de l'AP-HP, les représentants des médecins (CME) ont voté contre le budget à l'unanimité! Pour eux, «la réduction des effectifs soignants [...] fait courir un risque réel pour la sécurité et la qualité des soins dont nous sommes les garants.». Alors que les personnels sont déjà épuisés, obligés de reporter leurs congés, que les arrêts maladie, maternité ne sont pas remplacés, l'épuisement professionnel gagne les hospitalierEs, quand ils ne se suicident pas...

Imposer une autre logique de financement de l'hôpital

Les «économies» réalisées, comme la réforme de l'organisation du travail qui a sacrifié des jours de repos aux salariéEs, la diminution de l'indemnité du travail de nuit et la restriction de la prime d'installation pour les personnes qui deviennent titulaires, n'ont rien changé au déficit.

C'est le financement de l'hôpital qu'il faut changer! Les tarifs des actes hospitaliers sont sous-évalués. Et ce n'est pas le semblant de révision de la tarification à l'activité annoncé par la ministre Buzyn qui donnera à l'hôpital les moyens de remplir ses missions.

La politique fiscale macro-économique, qui choisit de faire payer les pauvres plutôt que les riches, est une atteinte aux droits humains voire une mise en danger d'autrui!

Des luttes pour changer les choses

Les foyers de lutte sont nombreux mais dispersés. Pour autant, les hospitalierEs en lutte arrachent quelques victoires, à l'instar des grévistes de la pédopsychiatrie de Toulouse et de ceux de la psychiatrie de Rennes.

Les syndicats, qui devraient être à l'initiative de la coordination nationale de toutes ces mobilisations vers un mouvement d'ensemble, ne trouvent pas la voie de l'unité. Toutes celles et ceux qui veulent en découdre et ouvrir une brèche dans la politique de santé de ce gouvernement n'ont d'autre choix que de prendre leurs affaires en main. Pour imposer la convergence des hôpitaux en lutte, et donner ainsi un avenir à la défense de l'hôpital public.

Un service public de qualité

Pour que la population puisse bénéficier d'un service de santé correct, il ne faut pas réduire la place de l'hôpital public, il faut au contraire l'élargir.

- En créant 120 000 postes dans les hôpitaux publics,
- En créant des centres de santé gratuits dans les «déserts médicaux», ouverts 24h/24,
- En réquisitionnant les cliniques privées,
- En annulant la dette des hôpitaux publics, en supprimant les 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales du patronat.

Ce n'est pas le chemin que prend ce gouvernement, qui n'a pour objectif que de faire payer toujours davantage les classes populaires pour remplir les poches du grand patronat et des actionnaires.

Mercredi 17 janvier 2018

SOUTENEZ LE NPA!
[HTTPS://SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG](https://souscription.npa2009.org)

PRENDRE CONTACT
NPA - 2 rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil

ecire@npa2009.org
Nom :
Prénom :
Adresse :
Tel :/...../...../.....
Mail :
@.....